

GEN 1.6 RESUME DES REGLEMENTS NATIONAUX AINSI QUE DES ENTENTES ET CONVENTIONS INTERNATIONALES**SUMMARY OF NATIONAL REGULATIONS AND INTERNATIONAL AGREEMENTS/CONVENTIONS****1.6.1 ENTENTES ET CONVENTIONS INTERNATIONALES**

Les ententes et conventions internationales adoptées par la France en rapport avec l'aviation civile sont listées ci-après :

- Convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944, publiée par le décret n°47-974 du 31 mai 1947 (dite convention de Chicago) et disponible sur le site de l'OACI à l'adresse suivante :

<https://www.icao.int/publications> (rubrique « séries de documents »).

- Protocole coordonnant la convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « EUROCONTROL » du 13 décembre 1960 suite aux différentes modifications intervenues, adopté à Bruxelles le 27 juin 1997 et ratifié par la France par la loi n°2003-379 du 24 avril 2003 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000784867>

- Règlement des radiocommunications annexé à la convention internationale des télécommunications signée à Montreux le 12 novembre 1965 publiée le 6 janvier 1968 au journal officiel de la République française et disponible à l'adresse suivante :

https://www.legifrance.gouv.fr/fo_pdf.do?id=JORFTEXT00000309101

1.6.2 LEGISLATION DE L'UNION EUROPEENNE

La législation de l'Union européenne (UE) est composée :

- des traités fondateurs, qui ont institué l'Union européenne et régissent son fonctionnement : traités sur l'Union européenne et sur le fonctionnement de l'Union européenne, disponibles en version consolidée sur le site internet EUR-LEX à l'adresse suivante :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A12012E%2FTXT>

- des règlements, directives et décisions, qui ont un effet direct ou indirect sur les États membres de l'UE.

Les règlements européens concernant différents domaines de l'aviation civile sont des actes contraignants et directement applicables dans toute ou partie des territoires dans le périmètre du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que dans les espaces aériens associés.

Ces règlements sont publiés au Journal officiel de l'Union européenne et sont consultables sur le site <https://eur-lex.europa.eu>. Un récapitulatif des textes intéressant plus particulièrement le domaine du transport aérien est publié dans l'onglet :

<https://eur-lex.europa.eu/summary/chapter/transport/3205.html?root=3205>

Eurocontrol publie un document interactif présentant les textes européens applicables dans les domaines de la gestion du trafic aérien, des services de navigation aérienne et des aéroports :

<https://trainingzone.eurocontrol.int/doc/seslex.htm>.

En complément de ces règlements, l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) établit des moyens acceptables de conformité et des documents d'orientation qui sont disponibles sur le site :

<https://www.easa.europa.eu>.

1.6.3 TEXTES NATIONAUX EN VIGUEUR SUR LES TERRITOIRES DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Le gouvernement français diffuse officiellement les textes législatifs et réglementaires sur le site internet <https://www.legifrance.gouv.fr>. Les lois, décrets et arrêtés relatifs à l'aviation civile y sont consultables en version française au format électronique. On y trouve également diverses jurisprudences, les accords collectifs ainsi que des liens concernant le droit européen et international.

Certains textes de nature non réglementaire intéressant l'aviation civile sont publiés au bulletin officiel du ministère chargé de l'aviation civile :

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr>

Certains domaines de l'aviation civile sont soumis à une réglementation conjointe européenne et nationale.

1.6.3.1 Textes législatifs et codes

Les principaux codes contenant des dispositions relatives à l'aviation civile sont les suivants :

- Code des transports (CdT) : partie 1 commune (articles L.1000-1 et suivants) et partie 6 relative à l'aviation civile (articles L.6000-1 et suivants).

1.6.1 INTERNATIONAL AGREEMENT AND CONVENTIONS

The international agreements and conventions adopted by France in relation to civil aviation are listed below:

- Convention on International Civil Aviation signed at Chicago on 7 December 1944, published by Decree No. 47-974 of May 31, 1947 (so called Chicago Convention) and available on the ICAO website at the following address:

<https://www.icao.int/publications/Pages/default.aspx> ("DOC Series" section)

- Protocol consolidating the EUROCONTROL International Convention relating to Cooperation for the safety of air navigation of 13th of December 1960, including its subsequent amendments, adopted in Brussels the 27th of June 1997 and ratified by France by law n° 2003-379 of 24th of April 2003:

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000784867>

- Radio Regulations annexed to the International Telecommunication Convention signed at Montreux on 12th of November 1965 published on 6th of January 1968 in the Official Journal of the French Republic and available at the following address:

https://www.legifrance.gouv.fr/fo_pdf.do?id=JORFTEXT00000309101

<https://www.itu.int/en/history/Pages/ConstitutionAndConvention.aspx>

1.6.2 EUROPEAN UNION LEGISLATION

European Union (EU) legislation is composed of:

- Founding Treaties, which established the European Union and govern its functioning: treaties on the European Union and the Functioning of the European Union, available in consolidated form on the EUR-LEX website at the following address:

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A12012E%2FTXT>

- Regulations, directives and decisions which have a direct or indirect effect on the EU Member States.

European regulations concerning different aspects of civil aviation are binding acts which are directly applicable in all or parts of the territories within the perimeter of the Treaty on the functioning of the European Union, as well as in associated airspace.

These regulations are published in the Official Journal of the European Union and can be consulted on <https://eur-lex.europa.eu>. A summary of texts of particular interest in the field of air transport is published in the tab:

<https://eur-lex.europa.eu/summary/chapter/transport/3205.html?root=3205>

Eurocontrol publishes an interactive document presenting European texts applicable in the fields of air traffic management, air navigation services and aerodromes:

<https://trainingzone.eurocontrol.int/doc/seslex.htm>

In addition to these regulations, the European Aviation Safety Agency (EASA) establishes acceptable means of compliance and guidance material which are available on the website:

<https://www.easa.europa.eu>.

1.6.3 NATIONAL TEXTS IN FORCE IN THE TERRITORIES OF THE FRENCH REPUBLIC

The French government formally publishes the laws and regulations on the website <https://www.legifrance.gouv.fr>. The laws, decrees and orders relating to civil aviation are available in French in electronic format. There are also various case laws (jurisprudence), collective agreements as well as links to European and international law.

Some non-regulatory texts useful for civil aviation are published in the official bulletin of the Ministry of Civil Aviation:

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr>

Some areas of civil aviation are subject to joint European and national regulation.

1.6.3.1 Legislative texts and codes

The main codes including provisions relating to civil aviation are:

- Transports Code (CdT): common part 1 (articles L.1000-1 and following) and part 6 relating to civil aviation (articles L.6000-1 and following).

- Code de l'aviation civile (CAC) : la partie législative a été abrogée (sauf pour certaines dispositions) par l'ordonnance n° 2010-1307 du 28 octobre 2010, ses dispositions étant reprises dans le code des transports depuis du 1er décembre 2010. Certaines dispositions de la partie législative n'entreront en vigueur que lorsque la partie réglementaire sera codifiée pour constituer la sixième partie réglementaire du code des transports. Cette partie réglementaire du code de l'aviation civile est donc maintenue provisoirement en vigueur et continue de faire l'objet de modifications.

- Le code des postes et des communications électroniques.
- Le code de l'environnement.

1.6.3.2 Textes réglementaires

Les textes réglementaires applicables à l'aviation civile se répartissent dans différents domaines listés ci-après. Ils sont publiés sur Légifrance et certains font l'objet d'onglets explicatifs sur le site internet du ministère chargé de l'aviation civile (<https://www.ecologie.gouv.fr>, rubrique « aviation civile »). Certaines de ces réglementations sont parfois abordées plus en détail dans d'autres parties de l'AIP qui leur sont dédiées.

- Circulation aérienne et règles de l'air :

<https://www.ecologie.gouv.fr/reglementation-circulation-aerienne-en-france>

- Opérations aériennes et exploitation technique des aéronefs :

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques/operations-aeriennes>

- Établissement des procédures de vols aux instruments (arrivée, départ, attente, approche) ainsi qu'à la détermination des minimums opérationnels :

<https://www.ecologie.gouv.fr/procedures-aux-instruments>

- Organisation et utilisation de l'espace aérien :

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques/reglementation-navigation-aerienne-et-lespace-aerien>

- Information aéronautique

Règlement d'exécution (UE) 2017/373 modifié de la Commission du 1er mars 2017 établissant des exigences communes relatives aux prestataires de services de gestion du trafic aérien et de services de navigation aérienne ainsi que des autres fonctions de réseau de la gestion du trafic aérien, et à leur supervision, publié sur le site : <https://eur-lex.europa.eu>.

Un arrêté national complémentaire publié sur le site : <https://www.legifrance.gouv.fr>.

- Exploitation des aéroports :

<https://www.ecologie.gouv.fr/certification-securite-et-reglementation-des-aerodromes>

- Obligations d'emport d'équipements de communication, de navigation et de surveillance

Divers règlements européens publiés sur le site : <https://eur-lex.europa.eu>.

Des arrêtés nationaux complémentaires publiés sur le site : <https://www.legifrance.gouv.fr>.

- Assistance météorologique à la navigation aérienne, notamment :

• Convention cadre entre la Direction générale de l'aviation civile et Météo France (DGAC-MF) et protocole technique entre la Direction du transport aérien et MF (DTA-MF), publiés au BO du ministère chargé de l'aviation civile

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/recherche>

• Réglementation technique régissant les produits et les services météorologiques pour les besoins de la navigation aérienne.

Règlement d'exécution (UE) 2017/373 modifié de la Commission du 1er mars 2017 établissant des exigences communes relatives aux prestataires de services de gestion du trafic aérien et de services de navigation aérienne ainsi que des autres fonctions de réseau de la gestion du trafic aérien, et à leur supervision, publié sur le site : <https://eur-lex.europa.eu>.

Un arrêté national complémentaire publié sur le site : <https://www.legifrance.gouv.fr>.

- Sécurité du transport aérien :

<https://www.ecologie.gouv.fr/reglements-et-guides-surete>

- Facilitation :

La Facilitation, selon l'article 22 de la convention de Chicago, se définit comme les mesures visant à "faciliter et accélérer la navigation par aéronef entre les territoires des États contractants et éviter de retarder sans nécessité les aéronefs, équipages, passagers et cargaisons, particulièrement dans l'application des lois relatives à l'immigration, à la santé, à la douane et au congé."

Les principales références réglementaires se trouvent dans les codes de la santé publique (3^{ème} partie: lutte contre les maladies et dépendances/ livre 1^{er} lutte contre les épidémies et certaines maladies transmissibles/ chapitre 5: lutte contre la propagation des maladies), le code rural (livre 2: santé publique vétérinaire et protection des végétaux) et le code de l'entrée et du séjour des étrangers du droit d'asile. Elles sont toutes accessibles sur le site Internet de Légifrance.

- Civil Aviation Code (CAC) : the legislative part has been repealed (except for certain provisions) by Order No. 2010-1307 of 28th of October 2010, its provisions being included in the transports code since 1st of December 2010. Some provisions of the Legislative Part will not come into force until the regulatory part is codified to form the sixth regulatory part of the Transports Code. This regulatory part of the Civil Aviation Code is therefore tentatively maintained in force and continues to be amended.

- The Post and Electronic Communications Code.

- The environment code.

1.6.3.2 Regulatory texts

The regulatory texts relevant to civil aviation fall into the following areas. They are published on <https://www.legifrance.gouv.fr> and some subjects are explained on the website of the Ministry of Civil Aviation (<https://www.ecologie.gouv.fr>, category "civil aviation"). Some of these regulations are sometimes further detailed in other parts of the AIP dedicated to them.

- Air traffic and rules of the air :

<https://www.ecologie.gouv.fr/reglementation-circulation-aerienne-en-france>

- Flight operations and technical operation of aircraft :

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques/operations-aeriennes>

- Establishment of instrument flight procedures (arrival, departure, holding, approach) and the determination of operating minima :

<https://www.ecologie.gouv.fr/procedures-aux-instruments>

- Organization and use of airspace :

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques/reglementation-navigation-aerienne-et-lespace-aerien>

- Aeronautical Information

COMMISSION IMPLEMENTING REGULATION (EU) 2017/373 of 1 March 2017, as last amended, laying down common requirements for providers of air traffic management/air navigation services and other air traffic management network functions and their oversight, published on the website: <https://eur-lex.europa.eu>.

A national complementary order published on the web site: <https://www.legifrance.gouv.fr>.

- Operation of aerodromes :

<https://www.ecologie.gouv.fr/certification-securite-et-reglementation-des-aerodromes>

- Carriage obligations for communication, navigation and surveillance equipment

Several European regulations published on: <https://eur-lex.europa.eu>.

National complementary orders published on the web site: <https://www.legifrance.gouv.fr>.

- Meteorological assistance to air navigation, including :

• Framework agreement between the General Directorate of Civil Aviation and Météo France (DGAC-MF) and technical protocol between the Directorate of Air Transport and MF (DTA-MF), published in the official Bulletin of the Ministry of Civil Aviation

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/recherche>

• Technical regulation on meteorological products and services for air navigation.

COMMISSION IMPLEMENTING REGULATION (EU) 2017/373 of 1 March 2017, as last amended, laying down common requirements for providers of air traffic management/air navigation services and other air traffic management network functions and their oversight, published on the website: <https://eur-lex.europa.eu>.

A national complementary order published on the web site: <https://www.legifrance.gouv.fr>.

- Air transport security :

<https://www.ecologie.gouv.fr/reglements-et-guides-surete>

- Facilitation :

Facilitation, according to Article 22 of the Chicago Convention, is defined as measures to "facilitate and expedite navigation by aircraft between the territories of the Contracting States and avoid unnecessarily delaying of aircraft, crew, passengers and cargo, particularly in the enforcement of immigration, health, customs and leave laws."

The main regulatory references can be found in the public health codes (Part 3: fight against diseases and addictions / book 1 fight against epidemics and some communicable diseases / chapter 5 : fight against the spread of diseases), the rural code (book 2: veterinary public health and plant protection) and the code of entry and residence of foreigners of asylum. They are all accessible on the Légifrance website.

- Sécurité aérienne :

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques/securite-aerienne>

- Aéronefs sans équipage à bord (aéronefs télépilotes) :

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques/drones-aeronefs-telepilotes>

- Passagers aériens :

<https://www.ecologie.gouv.fr/droits-des-passagers-aeriens-reglementation>

- Aviation safety :

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques/securite-aerienne>

- Unmanned aircraft (remotely piloted aircraft) :

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques/drones-aeronefs-telepilotes>

- Air passengers :

<https://www.ecologie.gouv.fr/droits-des-passagers-aeriens-reglementation>

1.6.4 SPECIFICITES EN OUTRE-MER

Les collectivités d'outre-mer de la République française sont soumises à des régimes juridiques différents selon que l'on se place dans le contexte du droit national ou européen.

A - Droit national

A.1 - Collectivités soumises au régime de la spécialité législative

Les lois et règlements nationaux (décrets, arrêtés) et lois ne s'appliquent pas de plein droit en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie Française, à Wallis-et-Futuna, dans les Terres Antarctique et Australes et dans l'île de Clipperton sauf s'il en est fait une mention explicite ou si un texte spécial le précise.

A.2 - Territoires soumis au régime de l'identité législative

Les lois et règlements nationaux (décrets, arrêtés) applicables en métropole s'appliquent de plein droit dans les collectivités suivantes : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin, sauf mention contraire.

B - Droit européen

B.1 - Régions ultrapériphériques (RUP)

Le droit européen s'applique directement aux RUP qui constituent des territoires de l'Union européenne mais situés en dehors du continent européen. Il s'agit de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de Saint Martin et de Mayotte.

B.2 - Pays et territoires d'outre-mer (PTOM)

A l'inverse, le droit européen ne s'applique pas aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM) qui sont des territoires constitutionnellement liés à un État membre mais qui ne font pas partie de l'UE. Il s'agit de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie Française, des Terres Antarctique et Australes, de Wallis-et-Futuna, de Saint-Barthélemy, de Saint-Pierre-et-Miquelon. Toutefois, la législation française (code des transports) peut étendre l'application de certains règlements européens dans les PTOM.

C - Liens utiles

Direction de l'aviation civile Nouvelle-Calédonie :

<https://www.aviation-civile.nc/>

Site juridique de la Nouvelle-Calédonie :

www.juridoc.gouv.nc

Service d'état de l'aviation civile Polynésie française :

<https://www.seac.pf/>

<http://lexpol.cloud.pf/>

1.6.4 OVERSEAS TERRITORIES SPECIFICITIES

The overseas territories of the French Republic are subject to different legal regimes depending on the context of national or European law.

A - National law

A.1 - Territories subject to the legislative specialty regime

National laws and regulations (decrees, orders) do not apply directly to New Caledonia, French Polynesia, Wallis and Futuna, the Antarctic and Southern Territories and the island of Clipperton, unless an explicit mention or a dedicated text specifies it.

A.2 - Territories subject to the legislative identity regime

National laws and regulations (decrees, orders) applicable in metropolitan France apply by default in the following territories: Guadeloupe, French Guiana, Martinique, La Reunion, Mayotte, Saint-Pierre and Miquelon, Saint-Barthélemy and Saint-Martin unless otherwise stated.

B - European law

B.1 – Ultra peripheral regions (UR)

European law applies directly to the ultra-peripheral regions, which are territories of the European Union but located outside the European continent. These are French Guiana, Guadeloupe, Martinique, La Reunion, Saint Martin and Mayotte.

B.2 - Overseas countries and territories (OCTs)

Conversely, European law does not apply to Overseas Countries and Territories (OCTs) which are territories that are constitutionally linked to a Member State but are not part of the EU. These are New Caledonia, French Polynesia, Antarctic and Southern Territories, Wallis and Futuna, Saint-Barthélemy, Saint Pierre and Miquelon. However, French legislation (transport code) may extend the application of certain European regulations in the OCTs.

C - Useful links

New Caledonia Civil Aviation Authority :

<https://www.aviation-civile.nc/>

New Caledonia legal website :

www.juridoc.gouv.nc

State Service of Civil Aviation in French Polynesia :

<https://www.seac.pf/>

<http://lexpol.cloud.pf/>

PAGE LAISSEE INTENTIONNELLEMENT VIDE / Page intentionally left blank